



RESUME EXECUTIF : RESULTATS DE L'ENQUETE APPROFONDIE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES DANS LA PROVINCE DU KATANGA Septembre 2012

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Avec une superficie totale de 496.877 Km², la province du Katanga est la deuxième la plus étendue du pays après celle de la province orientale. Elle est limitée au Nord par la province du Maniema, au Nord-Ouest par les deux Kasai, au Nord-Est par la province du Sud-Kivu. Le lac Tanganyika la sépare à l'Est de la Tanzanie et fait aussi frontière au Sud et au Sud-Ouest respectivement avec la Zambie et l'Angola. Le relief est assez diversifié comprenant des plateaux, de nombreux lacs et des massifs montagneux dont l'altitude varie entre 1000 et 2000 m. Le Katanga connaît une saison pluvieuse et une saison sèche dont la durée augmente au fur et à mesure que l'on se dirige vers le Sud conférant à la région deux types de climat : le climat tropical humide et le climat tempéré chaud. La période de soudure et sa longueur varie également du nord au sud. Elle va de Mai à Août avec une présence sporadique de pluie au Nord-Ouest, de Juillet à Octobre au Nord-Est et de Mai à Octobre au Centre et au sud de la province avec une absence totale de pluie. D'une manière générale, la hauteur annuelle des pluies est plus élevée au Nord-Est où elle se chiffre à 1.546,8 mm et 141 jours de pluie par an. Le réseau hydrographique est également dense avec le fleuve Congo qui y prend sa source et navigable sur une distance de 630 km constituant un bassin versant important avec de nombreux affluents. Ce qui offre à la région d'énormes potentialités agricoles bien que variables selon les zones.

La structure de la population estimée en 2010 à 10.522.839¹ personnes est essentiellement jeune avec un taux de croissance démographique estimée à 3,9%² par an. Les moins de 15 ans représenteraient 52% de la population totale³. La densité est d'une manière générale très faible (11 habitants par Km²) mais très variable avec une très forte concentration et polarisation autour des villes et zones minières. Elle est estimée à 1.168 habitants par Km² à Lubumbashi et à 714 habitants par Km² à Likasi.

La structure économique de la région est caractérisée par un dualisme entre le secteur minier et le secteur agricole. Bien qu'il n'existe pas de statistiques à jour pour déterminer l'importance économique de chaque secteur, l'économie Katangaise est à l'évidence dominée par le secteur minier. La province regorge d'importants gisements de cuivre à haute teneur et les minerais associés tels que le cobalt, le zinc et le plomb. Parmi les autres minerais exploités, il y a : l'argent, le cadmium, le rhénium, la platine, le manganèse, l'étain, le charbon et l'uranium. Ces ressources sont concentrées dans les districts du Haut-Katanga ainsi que dans les villes de Kolwezi et de Likasi. Les gisements de pegmatites sont exploités à Manono dans le district de Tanganyika. Malgré la présence de quelques unités agro industrielles modernes, l'agriculture Katangaise reste majoritairement traditionnelle. La forte demande que constitue les grandes villes telles que Lubumbashi, Kolwezi et Likasi offre des possibilités de développement et de modernisation du secteur agricole. Les principales spéculations sont le manioc, le maïs, l'arachide et des produits de rente tels que le tabac, le coton et le palmier à huile. L'élevage est également pratiqué notamment l'élevage du gros bétail surtout pratiqué par le secteur moderne de ranching, l'élevage du petit bétail et de la volaille se fait plutôt de manière traditionnelle. La pêche y est également développée et la région est la première productrice du poisson du pays. Les habitudes alimentaires sont basées sur le manioc, le maïs le riz, la patate douce, l'huile de palme et les protéines d'origine animale.

¹ Programme Elargi de Vaccination 2010

² Monographie de la province du Katanga

³ Monographie de la province du Katanga



Les différences crises politico militaires, la mauvaise gestion, la conjoncture économique défavorable ont cependant eu des impacts négatifs sur l'activité économique conduisant au déclin ou à la faillite de plusieurs sociétés. Malgré tout, l'activité minière a été maintenue à un niveau relativement meilleur que celui des autres provinces en raison notamment de sa relative stabilité sur le plan politique.

Les indicateurs sociaux économiques se trouvent affectés et la pauvreté toucherait environ 69% de la population⁴. Selon les résultats de l'enquête MICS de 2010, le taux de mortalité infantile dans la province du Katanga est de 111 pour mille soit le plus élevé derrière celui de la province du Maniema estimé à 126 pour mille. Parallèlement le taux de mortalité infanto juvénile y est aussi très élevé (184 pour mille). Le taux net de scolarisation à l'école primaire est de seulement 66% soit le plus faible du pays. L'émergence d'un nouveau conflit armé dans le nord, dans le triangle de la mort « Mitwaba, Pweto et Manono » suite aux attaques des Mayi Mayi de Gédéon depuis le dernier trimestre de 2011 a fragilisé la situation alimentaire et nutritionnelle. Les activités des groupes Mayi Mayi ont pris de l'ampleur au point de marquer gravement la situation humanitaire.

Selon OCHA, le nombre de déplacés internes occasionné par ce conflit est passé de 71.000 au 31 mars 2012 à 208.633 en septembre 2012⁵. Cette situation a sans doute contribué à la dégradation de la situation nutritionnelle telle que montrée par les résultats des enquêtes nutritionnelles territoriales avec un taux de malnutrition aiguë global de 15,9% dans le territoire de Pweto, 19,8% dans le territoire de Manono tandis que les résultats de screening nutritionnels conduits plus tôt en mars dans le territoire de Mitwaba montraient des taux de malnutrition aiguë global de 24% parmi les enfants de moins de 5 ans. Ces taux sont largement au-dessus du seuil d'urgence de 15% attestant de la précarité de la situation nutritionnelle dans ces zones. Selon les résultats du 7^{ème} cycle de l'IPC, 2.000.000 de personnes seraient en crise alimentaire (phase 3) et le nord du territoire de Mitwaba serait classé en phase d'urgence (phase 4).

C'est dans ce contexte qu'intervient la présente évaluation approfondie de la sécurité alimentaire des ménages dans les différents territoires de la province. Cependant pour des raisons de sécurité, l'accès à certains territoires ou certaines parties des territoires affectées par le conflit armé en cours n'a pas été possible (Manono et Mitwaba). Des évaluations complémentaires seront donc organisées dans ces territoires pour compléter l'analyse dès que la situation sécuritaire le permettrait.

OBJECTIF DE L'ENQUETE

L'objectif global de cette évaluation est de disposer d'indicateurs de référence sur la sécurité alimentaire des ménages en vue de proposer les options de réponse les plus appropriées pour lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire. De manière plus spécifique, l'enquête vise à collecter et à analyser les données secondaires et primaires sur la consommation alimentaire, les revenus et les moyens de subsistance, les chocs et les stratégies de survie, la production agricole, l'accès aux services sociaux (santé, éducation) ainsi que l'évolution des prix sur les marchés. Elle vise également à identifier les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire dans la région afin de proposer les options de réponses les mieux appropriées pour y faire face.

⁴ DSRP 2

⁵ Source : OCHA



METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

L'échantillon a été basé sur un sondage stratifié probabiliste à deux degrés avec comme unité primaire les villages et comme unité secondaire les ménages. Les strates sont constituées de territoires ou groupes de territoires de façon à disposer des résultats représentatifs au niveau de chaque territoire. La taille minimale requise au niveau de chaque strate a été calculée en se basant sur les informations secondaires existantes sur la sécurité alimentaire de façon à assurer un niveau de confiance de 95%.

Cette taille minimale a été déterminée en se basant sur la formule de calcul suivante :

$$n = z^2 \times \frac{p(1-p)}{d^2} \times k$$

n = taille minimale requise de l'échantillon	p = prévalence estimée de l'indicateur considéré (taux d'insécurité alimentaire)
z = niveau de confiance	k = effet de grappe ; d = marge d'erreur

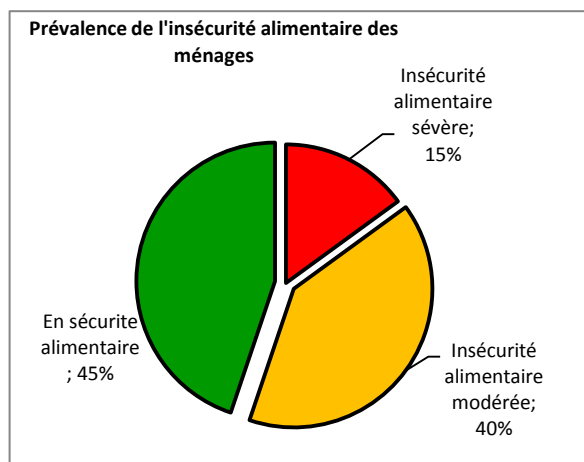
Afin de tenir compte du poids démographique de chaque strate, la taille globale de l'échantillon a été répartie proportionnellement à la taille de chaque strate avec des ajustements pour permettre d'atteindre un niveau minimal de ménage par territoire. Finalement, la taille totale de l'échantillon a été portée à 2.000 ménages répartis dans 20 territoires sur les 22 que compte la région (les territoires de Manono et de Mitwaba n'ont pu être enquêtés pour des raisons d'insécurité). Les données ont été collectées à l'aide de mini ordinateurs (PDA) rendant ainsi la saisie et le contrôle de la qualité des données automatiques, instantanés et systématiques. Les données manquantes et aberrantes sont corrigées avant de quitter le ménage. Elles sont ensuite transférées, encodées et analysées avec le logiciel SPSS. La détermination des ménages en insécurité alimentaire a été basée sur le cadre analytique du PAM avec l'indicateur de score de consommation alimentaire comme indicateur de base. Cet indicateur a été ensuite triangulé et validé avec d'autres indicateurs d'accès alimentaire (terciles d'indicateur de richesse et le coping strategy index). Ainsi déterminé, un ménage en insécurité alimentaire est celui qui a une consommation alimentaire pauvre ou limite mais en même temps a développé des stratégies de survie négatives et classé également pauvre par rapport à ses « revenus ». Les données ont été collectées de xx juin à yy juillet 2012.

LIMITES DE L'ENQUETE

En raison des contraintes sécuritaires, l'enquête n'a pas pu couvrir les territoires affectés par les conflits armés en cours. De même elle ne couvre que le milieu rural. Finalement, la consommation alimentaire des ménages est seulement mesurée en termes de fréquence et de diversité et ne permet pas ainsi d'évaluer la consommation alimentaire en termes de kilocalorie. L'insécurité liée au conflit armé n'a pas permis de couvrir les territoires de Mitwaba et de Manono.



COMBIEN DE PERSONNES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL?



En fondant l'analyse de l'insécurité alimentaire sur la consommation alimentaire des ménages⁶ en termes de fréquence et de diversité traingulée avec des indicateurs d'accès tels que l'indice de stratégie de survie et l'indice de richesse des ménages, les résultats montrent que sur l'ensemble des zones enquêtées en milieu rural dans la province, 15% des ménages seraient affectés par l'insécurité alimentaire de manière sévère c'est-à-dire qu'ils sont incapables de satisfaire leurs besoins alimentaire soit par leur propre production ou par le marché. Ce chiffre représenterait environ 759.949 personnes dans le milieu rural des zones enquêtées (les territoires de Monono et de Mitwaba ne sont pas inclus).

Graphique 1: Prévalence de l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire modérée quant à elle affecte 40% des ménages. Ce dernier groupe est constitué de ménages dont la situation alimentaire est mauvaise de manière conjoncturelle liée soit à une mauvaise production ou à une incapacité temporelle à se procurer de la nourriture sur le marché. Leur situation peut rapidement se détériorer en cas de persistance de ces facteurs défavorables ou en absence de mesures permettant d'éviter leur basculement vers une insécurité alimentaire sévère. Le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire modérée en milieu rural dans les territoires enquêtés est estimé à 1.879.017 personnes. Globalement, l'insécurité alimentaire sévère et modérée affecterait 55% des ménages ruraux dans les territoires affectés soit 2.638.966 personnes⁷.

DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse de la répartition géographique montre que les taux d'insécurité alimentaire sévère sont plus élevés (c'est-à-dire au-dessus de la moyenne globale) dans les territoires suivants : Kambove (34%), Bukama (28%), Lubidi (26%), Kapanga (25%), Nyunzu (25%), Kalemie (21%), Kaniama (19%), Malemba-Nkulu (18%), Diolo (15%), Kipushi (15%).

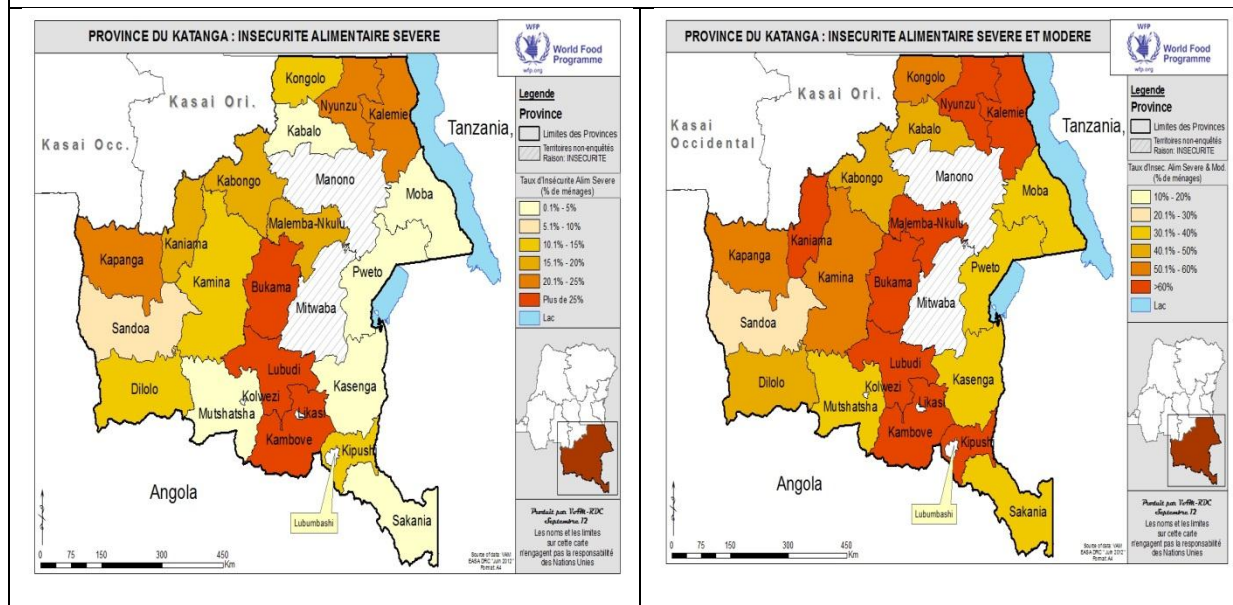
Si l'on considère à la fois les taux d'insécurité alimentaire et modérée, ils sont beaucoup plus élevés dans les territoires suivants : Malemba-Nkulu (88%), Kipushi (77%), Lubudi (76%), Bukama (75%), Kambove (71%), Nyunzu (70%), Kalemie (67%), Kaniama (61%), Kongolo (59%), Kapanga (56%).

⁶ 11% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre tandis que 23% ont une consommation alimentaire limite et 66% ont une consommation alimentaire acceptable

⁷ Les chiffres de population utilisés pour l'estimation sont ceux fournis par l'INS Katanga (pop 2011).



Carte 1: Distribution géographique de l'insécurité alimentaire



PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

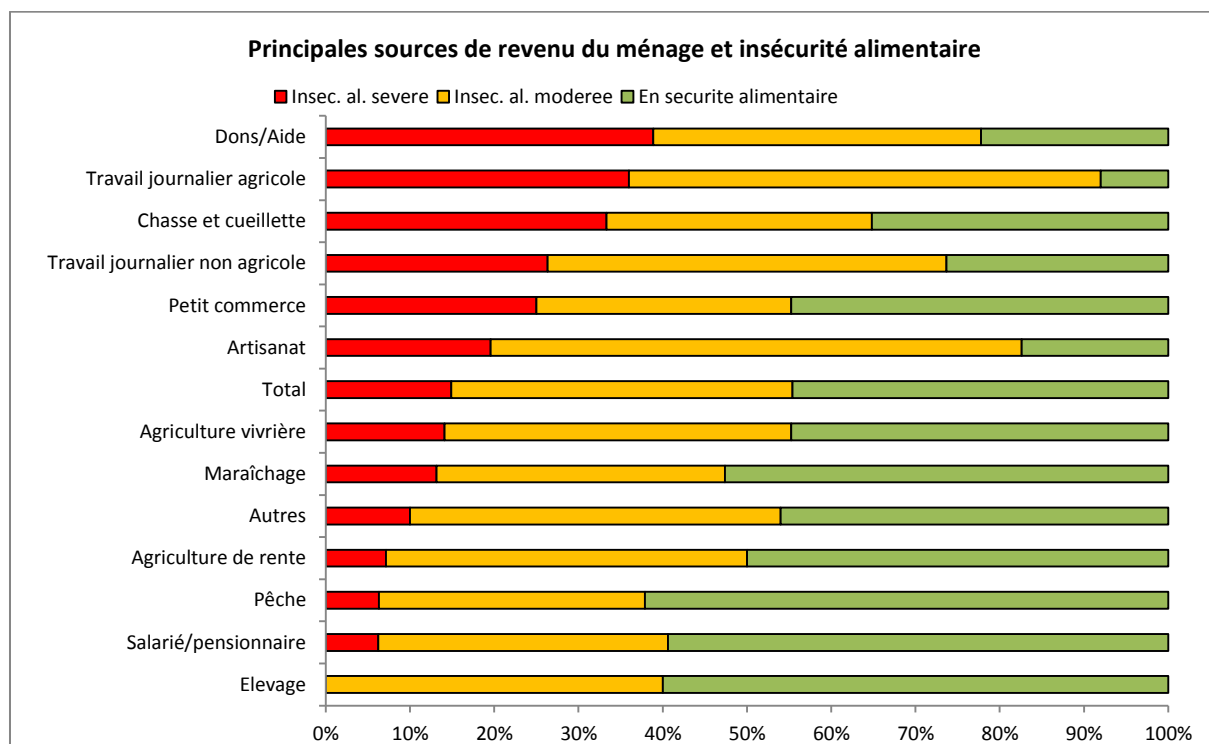
L'analyse du profil des ménages affectés par l'insécurité alimentaire permet de dégager plusieurs constats. En premier lieu, on note que l'insécurité alimentaire sévère affecte significativement plus les ménages dirigés par les femmes⁸. Environ 18% des ménages dirigés par les femmes sont affectés par l'insécurité alimentaire sévère contre 14% pour les ménages dont le chef est une femme. En revanche, la proportion des ménages affectés par l'insécurité alimentaire modérée est significativement plus élevée parmi les ménages dirigés par les hommes. En second lieu, s'agissant de la taille des ménages, il n'y a pas de corrélation claire avec l'insécurité alimentaire. La taille moyenne des ménages ruraux dans les territoires enquêtés est de 7 personnes. Elle est de 6 personnes parmi les ménages affectés par l'insécurité alimentaire sévère, de 7 personnes parmi les ménages en insécurité alimentaire modérée et de 6 personnes parmi les ménages en sécurité alimentaire. Toutes les catégories de ménage semblent être affectées. Néanmoins une tendance plus claire se dégage si l'on focalise l'analyse suivant la catégorie des ménages en sécurité alimentaire. La proportion de ménages en sécurité alimentaire tend à être plus faible parmi les ménages de grande taille (8 personnes à plus) que parmi celle de taille moyenne (3-7 personnes) et de petite taille (1-3 personnes). Une autre caractéristique majeure des ménages affectés par l'insécurité alimentaire est la pauvreté. En évaluant indirectement le niveau de pauvreté par les biens possédés par les ménages, on note que plus les ménages sont pauvres, plus ils sont affectés par l'insécurité alimentaire. Finalement, il ressort également que les taux d'insécurité alimentaire sont moins élevés parmi les ménages dont le chef a au moins un niveau d'instruction secondaire comparé aux ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction ou tout plus un niveau d'instruction primaire. Il est également possible de calculer le pourcentage des enfants de 6-12 ans qui ont effectivement fréquenté l'école au cours de l'année scolaire 2011-2012. Comme le montre le tableau ci-dessous ce pourcentage est systématiquement plus faible parmi les ménages en insécurité alimentaire et parmi les filles. 64% seulement des enfants de 6-12 ans des ménages en insécurité alimentaire sévère ont fréquenté l'école

⁸ Test statistique significatif ($p=0.000$)



contre 77% pour les ménages en sécurité alimentaire. De même, 58% seulement des filles de 6-12 ans dans les ménages en insécurité alimentaire sévère ont fréquenté l'école contre 73% pour les ménages en sécurité alimentaire. Bien que l'enquête ne permette pas de calculer les taux d'abandon scolaire, des questions relatives à l'assiduité scolaire comme l'absence pendant au moins quatre semaines d'affilé au cours de l'année scolaire permettent de faire une bonne appréciation. L'exploitation de ces données montrent que d'une manière générale, 23% des enfants de 6-12 ans se sont absentés au moins pendant quatre semaines d'affilé au cours de l'année scolaire. Ce taux est encore une fois très variable suivant le niveau d'insécurité alimentaire et selon le sexe. Les taux d'absentéisme sont plus élevés parmi les enfants des ménages en insécurité alimentaire que parmi ceux en sécurité alimentaire. Il est également plus élevé parmi les garçons que parmi les filles. Cette situation est surtout liée à l'exploitation artisanale des minerais où les jeunes enfants sont également employés. Bien que le lien entre l'insécurité alimentaire et le niveau d'éducation ne soit pas direct, plusieurs études sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire ont démontré l'importance de l'éducation dans l'amélioration des conditions de vie d'une manière générale.

Graphique 2: Principales sources de revenu et insécurité alimentaire



Le graphique ci-dessus donne la distribution de l'insécurité alimentaire suivant la principale source de revenu du ménage et montre que le niveau d'insécurité alimentaire varie selon la catégorie socio-professionnelle du ménage. Les ménages ayant comme principaux moyens de subsistance le travail journalier agricole ou non agricole (exploitation minière), la chasse-cueillette, le petit commerce ou dépendant des dons et des aides de la communauté (c'est-à-dire les groupes les plus vulnérables sans source de revenu) sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère. L'insécurité alimentaire affecte 36% des ménages dont la principale source de revenu est le travail journalier agricole, 33% des ménages dépendant de la chasse et de la cueille et 26% des ménages journaliers non agricoles.



Tableau 1: Caractéristiques socio démographiques des ménages et niveau d'insécurité alimentaire

Caractéristiques du ménage	Ménages en insécurité alimentaire	Ménages en insécurité alimentaire	Ménages en sécurité alimentaire	Total
Sexe du chef de ménage				
- Homme	14%	42%	44%	100%
- Femme	18%	34%	48%	100%
Taille des ménages				
- 1-3 personnes	17%	37%	46%	100%
- 3-7 personnes	15%	37%	48%	100%
- 8-10 personnes	16%	46%	38%	100%
- 11 personnes et plus	12%	49%	39%	100%
- Taille moyenne	6	7	6	7
Niveau d'instruction du chef de ménage				
- Aucun	18%	42%	40%	100%
- Primaire	17%	40%	43%	100%
- Secondaire	10%	40%	50%	100%
Fréquentation scolaire des enfants de 6-12 ans				
- % Enfants de 6-12 ans qui ont fréquenté l'école (2011-2012)	64%	75%	77%	74%
- % Enfants de 6-12 ans (garçons) qui ont fréquenté l'école (2011-2012)	68%	80%	81%	79%
- % Enfants de 6-12 ans (filles) qui ont fréquenté l'école (2011-2012)	58%	69%	73%	69%
- % Enfants de 6-12 ans qui ont abandonné l'école au moins 4 semaines d'affilé au cours de l'année scolaire 2011-2012	33%	25%	18%	23%
- % Enfants de 6-12 ans (garçons) qui ont abandonné l'école au moins 4 semaines d'affilé au cours de l'année scolaire 2011-2012	36%	24%	14%	21%
- % Enfants de 6-12 ans (filles) qui ont abandonné l'école au moins 4 semaines d'affilé au cours de l'année scolaire 2011-2012	26%	27%	18%	23%
Niveau économique du ménage (indice de richesse)				
- Pauvre	28%	42%	30%	100%
- Moyen	13%	44%	43%	100%
- Plus nantis	5%	35%	60%	100%



LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL DANS LA PROVINCE DU KATANGA

La situation alimentaire actuelle dans la province est la conséquence de la conjonction des causes à la fois structurelle que conjoncturelle.

Les causes structurelles :

- **Les conséquences des troubles politico militaires :** Bien que la province soit relativement épargnée jusqu'à très récemment par l'activisme des groupes armés, les conflits politico militaires auxquels la RDC a fait face au cours de ces dernières décennies ont négativement affecté les structures productives et administratives de l'état. Cette situation a eu un impact très négatif sur la gouvernance et désorganisé les filières de production agricole, minières et les secteurs sociaux. Ce qui a contribué à la perte d'emploi et précipité une partie importante de la population dans la pauvreté.
- **Les contraintes attribuables aux questions foncières :** selon le plan de développement agricole provincial, les questions foncières notamment la primauté du cadastre et du code minier sur les terres à usage agricole et pastoral affecte négativement le développement agricole de la région. Cette situation débouche suivant sur des conflits fonciers.
- **L'enclavement:** Environ 70% des routes d'intérêt national de la province sont en très mauvais état, et celles de desserte agricole seraient à 90% impraticables⁹.
- **Les conséquences de la crise économique et financière de 2008:**

L'économie katangaise reste essentiellement dominée par l'industrie minière tournée vers l'exportation des produits relativement peu élaborés vers les marchés internationaux et donc très exposée à tout choc externe. Selon le rapport sur l'impact de la crise financière sur le secteur minier au Katanga, « Quand l'économie minière éternue, toute l'économie Katangaise tombe malade ». Les répercussions de la crise économique et financière de 2008 ont très négativement affecté le secteur minier déjà très affaibli par des problèmes de gouvernance structurels. En plus l'activité minière a été elle-même dominée par la GECAMINE qui connaît de grandes difficultés avec l'arrêt d'une bonne partie de ses activités minières. Ce qui a eu des répercussions très négatives sur l'emploi. D'après l'étude réalisée sur l'impact de la crise financière et économique de 2008 sur l'industrie minière katangaise (PNUD, 2009), le secteur minier occuperait 50.000 personnes dans les zones à vocation minière du Katanga (14.000 dans la ville de Lubumbashi, 21.000 dans la ville de Kolwezi et 15.000 dans les autres villes minières). Près d'une personne sur cinq était employée par la GECAMINE. A cela il faut ajouter les pertes d'emplois indirects et dans le secteur minier artisanal où le nombre d'exploitants était estimé à environ 250.000 personnes. Ce secteur étant le seul pourvoyeur d'emplois dans beaucoup de zones minières au détriment du secteur agricole. Les cours élevés du cuivre et des autres métaux avaient attiré dans les villes minières notamment Kolwezi et Likasi beaucoup de jeunes gens venus principalement pour travailler dans le secteur artisanal minier et ou comme des journaliers, employés contractuels et temporaires. Les pertes d'emploi étaient estimées à l'époque à environ 44.000 personnes avec des perspectives négatives¹⁰. Malgré une reprise timide de l'économie mondiale, la situation n'est pas encore revenue à son niveau d'avant la crise.

Les causes conjoncturelles aggravantes :

⁹ Plan de développement agricole de la province du Katanga

¹⁰ Etude de l'impact de la crise économique et financière sur le secteur minier au Katanga (PNUD 2009)



➤ **Les récents mouvements de population**

Depuis la fin de l'année 2011, la région fait face à une résurgence des groupes armés Mayi Mayi qui continuent de provoquer des mouvements de population contribuant ainsi à une dégradation importante de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les zones affectées. Les récentes enquêtes nutritionnelles ont montré des taux de malnutrition aiguë global au-delà des seuils d'urgence de 15% dans ces zones. Ces mouvements de population ont privé de nombreux ménages de leurs moyens de subsistance habituels.

➤ **La hausse continue des prix des denrées alimentaires de base**

La tendance de l'évolution sur les prix est très contrastée, volatile et très variable d'une zone à l'autre dans la province. Sa situation géographique couplée à une production interne relativement forte l'expose moins à une flambée des prix par rapport à la farine de maïs et de manioc. Pour ces produits, la tendance des prix affiche une certaine stabilité voire une baisse par rapport à la moyenne des trois dernières années sur les marchés de Lubumbashi et de Likasi. On note en revanche une forte augmentation des prix des produits importés comme le riz. Le prix nominal du kg de riz importé a augmenté en août de 66% et 62% par rapport à la moyenne de la même période des trois dernières années respectivement sur les marchés de Lubumbashi et de Kolwezi. L'huile de palme plutôt approvisionné à partir des autres provinces (notamment les Kasai) a enregistré également une augmentation importante en août par rapport à la moyenne de la même période des trois dernières années (82% à Lubumbashi, 59% à Kolwezi)¹¹. Le prix du litre d'essence suit également les mêmes tendances sur la même période de référence avec une augmentation de 30% à Lubumbashi et de 27% à Kolwezi. Cette augmentation des prix du carburant affecte le coût du transport et les prix des denrées alimentaires de base dans les zones reculées déficitaires de la région.

RECOMMANDATIONS POUR LES INTERVENTIONS ET PROGRAMMES

Les résultats de l'analyse montrent que l'insécurité alimentaire est le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs structurels et conjoncturels. Les réponses doivent être également envisagées en tenant compte de la nature de ces causes. Il est donc proposé ici des pistes de recommandation qui restent générales mais qui doivent être approfondies lors d'un atelier d'analyse de la réponse regroupant les acteurs locaux, le gouvernement et ses partenaires.

Pour le court terme

1. Dans les zones affectées par les conflits armés

➤ **Améliorer la situation sécuritaire pour faciliter l'aide humanitaire d'urgence dans les zones affectées par les conflits**

La détérioration de la situation sécuritaire dans les zones affectées par les conflits ne facilite pas une meilleure évaluation des besoins et l'assistance humanitaire aux populations déplacées. Le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires doit faciliter l'accès et améliorer la sécurité dans le cadre de l'assistance humanitaire.

➤ **Continuer/apporter une réponse d'urgence aux populations déplacées affectées par les conflits armés.**

¹¹ Source des données : FAO



L'analyse des données secondaires décrit une situation humanitaire alarmante caractérisée par des taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition très élevés dans les zones affectées par les conflits armés. L'assistance actuellement en cours à ces populations doit se poursuivre et élargie aux nouveaux déplacés. Le nombre total de déplacés estimé dépasse aujourd'hui 208.633 personnes. Les activités de distribution générales de vivres, de traitement et de prévention de la malnutrition et de semences d'urgences constituent des interventions pour sauver des vies et restent pertinentes dans le contexte actuel.

2. Dans les zones hors conflit

➤ **Renforcer les activités d'assistance alimentaire et non alimentaire actuellement en cours :**

L'étude a permis d'identifier les besoins et les zones prioritaires pour les interventions. Les territoires les plus affectés par l'insécurité alimentaire constituent les zones dans lesquelles ces interventions doivent être dirigées en priorité. En raison de la nature des causes de l'insécurité alimentaire telles que décrites, elles doivent être également envisagées sous forme de package pour plus d'efficacité. Cela nécessite donc une meilleure coordination et complémentarité des actions actuellement en cours dans ces zones avec une extension dans celles non encore prises en comptes. En fait, le package d'activité actuel pour lutter contre l'insécurité alimentaire (distribution générale de vivres, distribution de cash/coupons, vivres contre travail, vivres pour formation, cantines scolaires, protection de semences, distribution de semences, programmes de nutrition : traitement et prévention, autres formes d'assistance aux groupes vulnérables) restent pertinentes pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans la région. Cependant, une forte synergie doit être recherchée entre les différents acteurs sous la coordination et le leadership du gouvernement pour améliorer les résultats et l'efficacité. L'atelier provincial sur l'analyse de la réponse devrait permettre de déterminer les modalités et la spécificité de chaque type d'intervention par rapport aux zones identifiées.

➤ **Renforcer la capacité du gouvernement à mieux coordonner les activités humanitaire et à établir le pont entre urgence-transition-développement**

Pour une meilleure appropriation, une plus forte implication du gouvernement dans les actions humanitaires et de développement est nécessaire. La coordination existante doit être renforcée entre les différents ministères sectoriels, et entre les acteurs humanitaires et de développement.

Pour le moyen terme

Dans toutes les zones affectées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition

➤ **Développer des activités de réhabilitation et reconstituer les moyens de subsistance :**

Plusieurs types d'intervention doivent être menés pour renforcer les moyens de subsistance perturbés par les différents chocs y compris les récents mouvements de population. La réhabilitation des pistes et infrastructures communautaires à travers les activités de vivres contre travail, de vivres contre formation, de cantines scolaires (le taux de scolarisation étant déjà l'un de plus faibles du pays). L'encadrement technique et la distribution de semences pour relancer la production agricole et la reconstitution du bétail dans les zones où le potentiel pour le développement de l'élevage est élevé.

➤ **Renforcer les programmes de prévention de la malnutrition**



Le niveau élevé de la malnutrition dans certaines zones de la province demande une analyse des causes pour la mise en œuvre d'interventions appropriées. Un accent particulier doit être mis sur la prévention.

➤ **Promouvoir l'investissement dans le secteur agricole et dans les secteurs sociaux:**

La région regorge d'énormes potentialités sur le plan minier et agricole qui ne sont pas pleinement exploitées. Les revenus issus de l'exploitation des minerais doivent être dirigés en priorités vers la construction d'infrastructures routières, le secteur agricole dans sa globalité et les secteurs sociaux tels que l'éducation et la santé. Ces politiques sont déjà élaborées à travers le programme national d'investissement agricole, le document de stratégie de réduction de la pauvreté, la réforme du secteur minier et doivent être mis en œuvre. En outre le programme d'achats pour le progrès (P4P) en cours d'expérimentation dans le territoire de Kabalo doit être étendu dans des zones à forte potentialité agricole notamment dans le nord de la province où les potentialités agricoles sont énormes.

Recommandations spécifiques pour le système d'information

➤ **Renforcer le système de surveillance nutritionnelle et de sécurité alimentaire**

L'actuel Système de surveillance Nutritionnelle Sécurité Alimentaire et Alertes Précoces (SNSAP) permet de suivre l'évolution des indicateurs, de détecter les changements. Ce système actuellement en place dans la province doit être renforcé avec l'intégration du suivi des prix sur les marchés clés.

➤ **Conduire des évaluations nutritionnelles territoriales**

Les informations sur la situation nutritionnelle au niveau territorial qui existent actuellement doivent être mises à jour (elles datent de 2009 pour la plupart des territoires) afin d'avoir également une cartographie actualisée sur la situation nutritionnelle dans la province ;

➤ **Conduire des évaluations complémentaires sur la sécurité alimentaire dans les territoires de Mitwaba et de Monono**

Organiser une collecte de données complémentaire sur la sécurité alimentaire dans les territoires de Mitwaba et de Monono;

➤ **Conduire des analyses de marchés pour mieux définir les modalités d'assistance les plus appropriées**

La volatilité des prix sur les marchés ainsi quel besoin d'affiner les modalités d'intervention telles que l'extension du programme de cash and voucher demande qu'une analyse des marchés soit faite dans les zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire.

Pour en savoir plus

Martin Ohlsen :	Représentant du PAM ; martin.ohlsen@wfp.org ,
Patrizia Papinutti :	Chef de programme ; patrizia.papinutti@wfp.org
Koffi Akakpo :	Chef de l'unité VAM ; koffi.akakpo@wfp.org
Amadou Samake :	Chef du bureau du PAM Katanga; amadou.samake@wfp.org



ANNEXES

ANNEXE1 : Consommation alimentaire et indice de stratégie des ménages

TERRITOIRES	% de ménages				Valeur moyenne de l'indice de stratégie de survie
	Consommation alimentaire pauvre	Consommation alimentaire limite	Consommation alimentaire acceptable	Total	
BUKAMA	12,5%	23,3%	64,2%	100%	23,3
DILOLO	12,0%	28,0%	60,0%	100%	7,7
KABALO	1,1%	12,2%	86,7%	100%	9,2
KABONGO	14,5%	23,1%	62,4%	100%	7,0
KALEMIE	16,2%	18,0%	65,8%	100%	9,7
KAMBOVE	28,2%	35,5%	36,4%	100%	12,1
KAMINA	12,7%	31,8%	55,5%	100%	6,3
KANIAMA	11,1%	40,0%	48,9%	100%	11,0
KAPANGA	20,2%	27,5%	52,3%	100%	7,9
KASENGA	1,9%	13,0%	85,2%	100%	5,5
KIPUSHI	13,0%	19,0%	68,0%	100%	17,4
KONGOLO	9,8%	15,2%	75,0%	100%	10,6
LUBUDI	19,0%	24,0%	57,0%	100%	23,6
MALEMBA-NKULU	6,2%	18,5%	75,4%	100%	27,6
MOBA	4,0%	28,0%	68,0%	100%	4,7
MUTSHATSHA	2,0%	11,0%	87,0%	100%	8,1
NYUNZU	22,8%	32,7%	44,6%	100%	7,7
PWETO	2,0%	23,0%	75,0%	100%	4,2
SAKANIA	1,1%	21,6%	77,3%	100%	3,3
SANDOA	8,2%	13,6%	78,2%	100%	5,9
TOTAL	11,1%	22,9%	66,0%	100%	11,0

ANNEXE2 : Taux d'insécurité alimentaire des ménages par territoire

Nom Territoire	Insécurité alimentaire sévère	Insécurité alimentaire modérée	En sécurité alimentaire	Total
BUKAMA	27,5%	47,5%	25,0%	100%
DILOLO	15,0%	35,0%	50,0%	100%
KABALO	2,2%	46,7%	51,1%	100%
KABONGO	17,1%	30,8%	52,1%	100%
KALEMIE	20,7%	45,9%	33,3%	100%
KAMBOVE	33,6%	37,3%	29,1%	100%
KAMINA	14,5%	37,3%	48,2%	100%
KANIAMA	18,9%	42,2%	38,9%	100%
KAPANGA	24,8%	31,2%	44,0%	100%
KASENGA	1,9%	32,4%	65,7%	100%
KIPUSHI	15,0%	62,0%	23,0%	100%
KONGOLO	12,0%	46,7%	41,3%	100%
LUBUDI	26,0%	50,0%	24,0%	100%



Nom Territoire	Insécurité alimentaire sévère	Insécurité alimentaire modérée	En sécurité alimentaire	Total
MALEMBA-NKULU	17,7%	70,0%	12,3%	100%
MANONO	0,0%	0,0%	0,0%	0%
MITWABA	0,0%	0,0%	0,0%	0%
MOBA	4,0%	32,0%	64,0%	100%
MUTSHATSHA	2,0%	34,0%	64,0%	100%
NYUNZU	24,8%	45,5%	29,7%	100%
PWETO	3,0%	29,0%	68,0%	100%
SAKANIA	1,1%	29,5%	69,3%	100%
SANDOA	8,2%	20,0%	71,8%	100%
Total	14,9%	40,5%	44,6%	100%

ANNEXE3 : Nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire en milieu rural dans les territoires enquêtés.

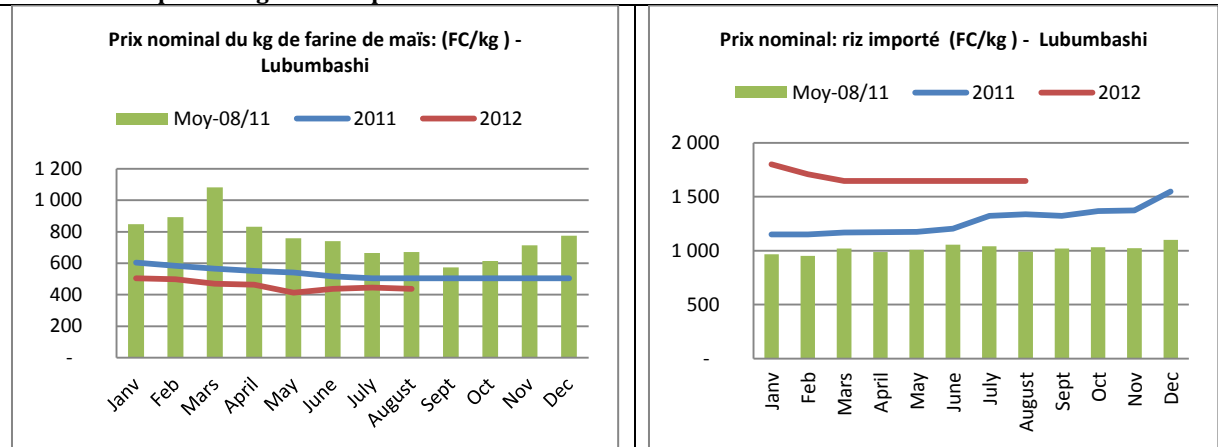
DISTRICT	TERRITOIRE	# personnes en insécurité alimentaire sévère	# personnes en insécurité alimentaire modérée	# personnes en sécurité alimentaire	TOTAL
HAUT KATANGA	KAMBOVE	97 230	105 809	82 931	285 970
	KASENGA	2 761	44 183	91 128	138 073
	KIPUSHI	20 672	85 446	31 698	137 816
	MITWABA*				-
	PWETO	9 846	95 177	223 174	328 197
	SAKANIA	1 132	33 948	78 079	113 159
	TOTAL	131 641	364 563	507 010	1 003 214
HAUT LOMAMI	BUKAMA	102 869	177 682	93 517	374 068
	KABONGO	58 668	105 672	178 750	343 091
	KAMINA	57 155	147 026	189 991	394 172
	KANIAMA	17 932	40 038	36 907	94 878
	MALEMBA NKULU	90 631	358 428	62 981	512 040
	TOTAL	327 255	828 847	562 146	1 718 248
LUALABA	DILOLO	18 838	43 954	62 792	125 584
	KAPANGA	63 182	79 487	112 097	254 766
	LUBUDI	33 678	64 765	31 087	129 530
	MUTSHATSHA	3 287	55 873	105 173	164 333
	SANDOA	24 720	60 294	216 454	301 468
	TOTAL	143 704	304 373	527 603	975 681
TANGANIKA	KABALO	1 541	32 711	35 793	70 045
	KALEMIE	55 694	121 996	87 519	265 209
	KONGOLO	20 526	36 971	62 538	120 035
	MANONO*				-
	MOBA	7 062	56 496	112 992	176 549
	NYUNZU	72 525	133 060	86 855	292 440
	TOTAL	157 348	381 234	385 697	924 279
TOTAL PROVINCE		759 949	1 879 017	1 982 457	4 621 422

* Territoires non enquêtés



ANNEXE4 : Evolution du prix nominal du kg de riz et la farine de maïs sur le marché de Lubumbashi

Evolution du prix du kg de riz importé et de la farine de maïs sur le marché de Lubumbashi



Source des données : FAO